

LA BELGIQUE SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE.

Mémoires du ministre d'Amérique à Bruxelles.

Brand WHITLOCK

1916. Chapitre IV : Verdun.

En principe, les Allemands avaient consenti à ne plus réquisitionner de bétail en Belgique, mais les détails n'étaient pas réglés ni le document officiel signé. Nous nous réunîmes dans le salon jaune du ministère de l'Industrie pour faire la rédaction, le baron von der Lancken, le Dr Reith, le Dr Brohn de la *Vermittlungstelle*, le marquis de Villalobar, M. van Vollenhoven, M. Francqui et moi. Après plusieurs réunions, nous nous mîmes d'accord sur les termes d'une lettre que le gouverneur général adresserait aux ministres protecteurs pour s'engager à interdire dorénavant ces réquisitions. Restait le problème des sans emploi. Le gouvernement occupant voulait introduire cette condition, que le C. N. fournirait la liste des chômeurs. Cette prétention couvait, si l'on peut dire, sous toutes nos discussions, depuis le jour où les Allemands avaient saisi les fonds de la Croix-Rouge belge pour les distribuer à des nécessiteux, spécialement à des femmes, à condition qu'elles voulussent travailler, c'est-à-dire coudre des sacs, les remplir de terre, pour l'usage des tranchées allemandes. Après bien des

difficultés, nous finîmes par faire adopter une formule de garanties.

Le baron von der Lancken pria officiellement le marquis d'aller à Londres remettre la lettre de garantie ; le marquis accepta et demanda à être accompagné de M. Francqui et du baron Lambert. Je me réjouissais pour eux de cette occasion de quitter la Belgique. Villalobar n'avait pas eu de congé depuis longtemps et aspirait à se rendre à Madrid.

Le vendredi fut un jour d'exode. Quant à moi, dans la pluie maussade, je descendis vers la rue de l'Empereur et allai bavarder avec un petit antiquaire français qui collectionnait et parfois vendait des reliques napoléoniennes : vieux shakos, bonnets à poils, plumets qui s'étaient balancés aux revues du grand Empereur, bottes de cavalerie jadis éclaboussées dans la gloire.

J'appréciais moins ces choses que les traits de sagesse et l'esprit parisien de l'antiquaire, et ses *r* grasseyés. Je goûtais plus encore la philosophie de Ch. Desamblanx, le vieux relieur établi rue Ducale, à l'endroit où cette rue descend vers la rue de Louvain. Un apprenti en blouse blanche accourait avec un bruit de sabots à l'appel de la vieille sonnette et quand il refermait la lourde porte il semblait enfermer derrière moi tous les bruits de la guerre. Desamblanx lui-même, en blouse blanche, sortait de l'atelier où ses ouvriers, patiemment, maniaient le maroquin. Ils travaillaient

pendant la guerre, par amour de leur ancien et honorable métier. Le relieur lui-même faisait l'éducation d'un certain nombre de jeunes gens que la guerre avait privés d'ouvrage. Il tenait toujours en main quelque volume dont il caressait et polissait le cuir, tout en parlant livres. Il avait pour l'art littéraire ce respect qui s'étend au livre lui-même, et veut qu'il se présente sous un vêtement approprié. Il était rare qu'un livre, à ses yeux, méritât le maroquin plein ; si le papier n'était pas digne du contenu, le demi-maroquin suffisait ; si les doigts du relieur, en palpant le volume, découvraient la pulpe de bois, il rejetait le volume, dédaigneux de l'habiller. Il blâmait notre façon américaine d'entoiler ou de cartonner. Pour lui, les livres devaient faire un stage sous la forme brochée : s'ils avaient quelque valeur, ils feraient leur chemin dans le monde et il serait temps de les relier. Il se glorifiait de son métier et travaillait avec un art exquis : étrange anachronisme !

Chez Desamblanx, ou dans la bouquinerie De Nobeles, rue de la Tulipe, ou dans l'atelier des artistes, j'oubliais un peu la malédiction qui semblait s'étendre sur la terre chaque matin à mon réveil. Après le départ du marquis, du baron Lambert, de M. Francqui, de Gibson et de de Leval, la vie fit une pause et l'on n'eut plus à s'occuper que de choses insignifiantes. Les pommes de terre cessaient d'être un sujet passionnant depuis qu'on en avait envoyé de

Hollande ; un après-midi, rue de la Régence, au magasin communal près de l'église du Sablon, la file des femmes en capuchon devint bavarde comme une troupe d'oiseaux ; on les vit s'éloigner avec un joyeux bruit de sabots, chacune emportant son sac de tubercules ; on se disait : les pauvres auront moins faim ce soir.

La souffrance augmentait pourtant, dans cette ville où l'extrême pauvreté était jadis inconnue. Plus d'une fois des visiteurs américains sociologues me demandèrent à visiter les quartiers pauvres et n'y trouvèrent pas cet aspect lamentable et sordide qu'ils trouvaient en d'autres cités. Mais les Belges avaient beau cacher leur misère, les rigueurs de la guerre apparaissaient de plus en plus. Les instituteurs n'obtenaient plus de leurs élèves l'attention nécessaire ; les enfants étaient mal nourris et parfois on les voyait faiblir. Les ouvriers maigrissaient. Les médecins observaient une recrudescence de tuberculose. On ne trouvait plus de beurre, ni assez de lait pour les petits, et les pommes de terre demeuraient rares bien qu'on en vît pourrir des quantités dans les champs, parce que la distribution avait été automatiquement arrêtée par la *Kartoffelzentrale*. L'histoire de la pomme de terre pendant l'occupation fournirait une belle matière à l'économiste ou au philosophe. Les murs étaient couverts d'affiches du gouverneur général à ce sujet, affiches niant que les pommes de terre

eussent été embarquées vers l'Allemagne *, affirmant qu'on les réservait exclusivement à la classe ouvrière, suppliant les classes aisées de remplacer les pommes de terre par d'autres produits, défendant aux hôtels et restaurants de servir des pommes de terre pelées avant la cuisson. Tout cela, en pure perte. Les lois économiques suivaient leur cours avec une indifférente majesté, comme s'il n'y avait eu au monde ni convention de La Haye ni gouvernement occupant ; les paysans, convaincus que les Allemands ne songeaient qu'à les dessaisir, s'obstinaient à ne pas déclarer leurs stocks. Rien n'y faisait. Villalobar et moi avions conseillé un peu de souplesse dans les mesures des *Zentralen*, mais les Allemands s'accrochaient à leur système.

La grande offensive, leur *letzte Schlag*, comme ils disaient, avait commencé. Le temps froid amena la neige, et un soir les boulevards se trouvèrent tout blancs. La ville était inquiète, agitée, pleine de pressentiments. Que se passait-il? Le samedi 26 février, la nouvelle courut dans Bruxelles que les Allemands avaient remporté une énorme victoire à Verdun. Le lendemain nous eûmes une affiche annonçant la prise du premier fort. ***

La cité fut plongée dans le deuil tout le dimanche. Mais après quelques heures, l'esprit belge, indomptable, se releva. Dans un cercle du bas de la ville où des Bruxellois avaient passé la

soirée tristement, quelques personnes se mirent à hausser les épaules :

- *Ce n'est pas vrai* – dit l'un.
- *C'est de la blague* – dit l'autre.
- *Ils mentent* – dit un troisième –; *ils ont besoin d'argent pour leur nouvel emprunt.*

Alors un homme entra et dit solennellement :

- *Messieurs, je viens expressément pour vous dire que ce n'est pas vrai. Et même si cela était, ce n'est rien, puisque le fort de Verdun. n'est d'aucune importance. Ça ! Mais ça était tout à fait démodé il y a quinze ans. Ce n'est rien.*

C'était Bruxelles tout pur, avec son insouciance, son inépuisable optimisme. Le lendemain, deux hommes se rencontraient dans le bas de la ville, l'un d'eux demandait :

- *Quelle nouvelle de la guerre ?*

Et l'autre répondait :

- *Quelle guerre ?*

On prétendait en ville qu'un « *sans fil* » de la Tour Eiffel, intercepté, annonçait que les Français avaient repris le fort ; on n'en savait rien, même à la *Politische Abteilung*. Le lundi, les Allemands dirent : « *Ce n'est pas fini* ». Le mardi, l'histoire du message de la Tour Eiffel fut démentie et les plus optimistes retombèrent dans la dépression.

La neige était devenue de la pluie, les arbres dans le bois désert dégouttaient lentement, l'air

était lourd, le ciel, d'un gris de plomb. Jour et nuit les canons tonnaient au loin.

Je rencontrai Hermancito, avenue Marnix. Il avait toujours les dernières nouvelles et croyait que les Allemands prendraient Verdun. Je grimpai dans la mansarde qui servait d'atelier à un peintre français. De ce grenier, l'on voyait Sainte-Gudule et quantité de toits rouges vers l'ouest. Le peintre portait une vieille vareuse et des pantoufles. Comme on prononçait le mot *Paris*, il devint blême, tira sa pipe de sa bouche et dit avec une rage terrible :

- *Paris ! Mais ils nous paieront cela !*

Brand WHITLOCK

Ce livre, *La Belgique sous l'occupation allemande : mémoires du ministre d'Amérique à Bruxelles*, a été traduit de l'anglais par le Professeur **Paul de Reul**, de l'Université de Bruxelles, ce qui n'est pas mentionné en « *page de titre* » mais bien sur une page antérieure à la page 1. Voir :

<http://www.idesetautres.be/upload/BRAND%20WHITLOCK%20BELGIQUE%20OCCUPATION%20ALLEMANDE%201914-1917%20TABLE%20MATIERES.zip>

On y dit : « *Un grand nombre de documents, ainsi que certaines explications indispensables aux lecteurs anglais et américains, ont été supprimés, n'étant pas nécessaires pour les lecteurs français ou belges.* »
Nous les reproduisons d'après l'original anglais publié sur notre site :

<http://www.idesetautres.be/?p=ides&mod=iea&smod=ieaFictions&part=belgique100>

*

AVIS

Il me revient qu'on a tenté de faire accroire à la population que des stocks considérables de pommes de terre auraient été exportés de Belgique en Allemagne et que, pour cette raison, l'approvisionnement de la population civile rencontre des difficultés. Toutes les insinuations de ce genre sont contraires à la vérité. En tout et seulement à titre provisoire, il n'a été expédié que 150 tonnes de pommes de terre à destination de l'ouest de l'Allemagne ; en outre, 5.500 tonnes ont été envoyées en France. Ce total est insignifiant comparativement aux 1.700.000 tonnes qui représentent la production moyenne du territoire de

Gouvernement général. La diminution de stocks de pommes de terre est la conséquence naturelle de l'augmentation de la consommation humaine et des besoins de l'alimentation animale.

Je mets expressément en garde contre la propagation de faux bruits concernant les causes de la disette de pommes de terre et je sévirai avec la plus grande rigueur contre les coupables.

Jusqu'à nouvel ordre et, en particulier, jusqu'à ce que les stocks qui, selon toute probabilité, existent encore et sont tenus cachés, aient été découverts, les provisions indigènes de pommes de terre seront, de préférence et autant que possible, mises à la disposition des classes ouvrières et nécessiteuses dont la subsistance est essentiellement fondée sur cet aliment. Il en sera de même des pommes de terre qui pourront être importées de l'étranger. Quant aux classes plus aisées de la population, j'espère qu'elles auront conscience du devoir social que leur impose la situation présente et que, pour se nourrir, elles recourront, le plus possible, à d'autres aliments, moins à la portée des petites bourses.

J'attends, d'autre part, que les autorités communales belges m'aident consciencieusement et énergiquement à appliquer les mesures que j'ai ordonnées uniquement dans l'intérêt de la population belge, en vue de régler et d'assurer son approvisionnement.

Bruxelles, le 26 février 1916.

Le Gouverneur-Général en Belgique,
Baron von Bissing, Général-Colonel.

AVIS

Par arrêté du 5 décembre 1915 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, p. 1405), j'avais ordonné de procéder au relevé des stocks de pommes de terre pouvant servir à l'approvisionnement de la population civile.

Il me revient que certains détenteurs de pommes de terre n'ont pas déclaré tous leurs stocks. Parmi ceux-ci, il en est qui ont supposé avoir le droit de ne pas déclarer les quantités réservées à leur consommation personnelle, à l'alimentation de leurs animaux et à la plantation. Cette opinion est erronée. L'obligation de déclarer porte sur toutes les provisions dont le total dépasse 50 kilogrammes.

Tenant compte de cette erreur, j'ai arrêté ce qui suit, afin d'épargner les peines prévues par l'article 4 de l'arrêté du 5 décembre 1915 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, p. 1405), à tous les détenteurs de pommes de terre qui complèteront leur déclaration conformément à la vérité.

Bruxelles, le 26 février 1916.

Le Gouverneur-Général en Belgique,
Baron von Bissing, Général-Colonel.

Arrêté

La peine prévue par l'article 4 de l'arrêté du 5 décembre 1915 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, p. 1405) ne sera pas applicable aux personnes qui, le 18 mars, 1916, au plus tard, rectifieront leurs anciennes déclarations, soit inexactes, soit incomplètes, se rapportant aux quantités de pommes de terre détenues par elles. Dans ce cas, les stocks de pommes de terre non encore déclarés ne seront pas confisqués.

La déclaration rectificative doit être remise à l'administration communale sur le territoire de laquelle les pommes de terre se trouvent.

Bruxelles, le 26 février, 1916.

Le Gouverneur-Général en Belgique,
Baron von Bissing, Général-Colonel.

Arrêté

concernant le mode d'emploi des pommes de terre dans les hôtels et restaurants

Article premier

Dans les hôtels et restaurants, il est défendu de servir, soit comme plat à part, soit comme mets complémentaires, des pommes de terre épluchées avant la cuisson.

Art. 2

Les infractions à la disposition précédente seront punies d'une peine d'emprisonnement (de police ou correctionnel) de six mois au plus ou d'une amende pouvant atteindre 5.000 marks. Les deux peines pourront aussi être appliquées simultanément.

Art. 3

Ces infractions seront jugées par les tribunaux militaires allemands.

Bruxelles, le 26 février 1916.

Le Gouverneur-Général en Belgique,
Baron von Bissing, Général-Colonel.

Nouvelles publiées par le Gouvernement Général Allemand

Prise du premier fort de Verdun

Berlin, le 26 février (Communiqué du Grand Quartier Général). Le fort blindé de Douaumont, le pilier nord-est de la ligne principale des fortifications

permanentes de la place forte de Verdun, a été pris d'assaut hier après-midi par le régiment d'infanterie du Brandebourg N°. 24 ; il est solidement au pouvoir des troupes allemandes.

Le Gouvernement Général en Belgique.

Notes.

Traduction française : « *Verdun* » in WHITLOCK, Brand ; chapitre IV (1916) in *La Belgique sous l'occupation allemande : mémoires du ministre d'Amérique à Bruxelles* ; (Paris ; Berger-Levrault ; 1922) pages 304-308. D'après **Brand Whitlock** (1869-1934), *Belgium under the German Occupation : A Personal Narrative* ; London ; William HEINEMANN ; 1919, 2 volumes. Voir chapitre 11 (« *Verdun* »), volume 2, pages 87-96, notamment à :

<http://idesetautres.be/upload/BRAND%20WHITLOCK%20BELGIUM%20UNDER%20GERMAN%20OCCUPATION%202%20CHAPTER%2011.pdf>

Ce serait intéressant de comparer avec ce que **Paul MAX** (cousin du *bourgmestre Adolphe MAX*) a dit du même jour dans son *Journal de guerre* (*Notes d'un Bruxellois pendant l'Occupation 1914-1918*) :

http://www.museedelavilledebruxelles.be/fileadmin/user_upload/publications/Fichier_PDF/Fonte/Journal_de%20guerre_de_Paul_Max_bdef.pdf

Ce serait également intéressant de comparer avec ce que disent des mêmes dates [Louis GILLE](#), [Alphonse OOMS](#) et [Paul DELANDSHEERE](#) dans *50 mois d'occupation allemande* (Volume 2 : 1916). Voir, entre autres à :

<http://www.idesetautres.be/?p=ides&mod=iea&smod=ieaFictions&part=belgique100>